Rapport sommaire du groupe de travail

Principales recommandations

Groupe de travail sur la migration en Amérique du Nord et centrale

Mai 2022

CENTER FOR U.S.-MEXICAN STUDIES
UC San Diego
SCHOOL OF GLOBAL POLICY AND STRATEGY

EL COLEGIO DE MÉXICO

MPI
MIGRATION POLICY INSTITUTE

THE DIALOGUE
Leadership for the Americas

WORLD REFUGEE & MIGRATION COUNCIL

Le groupe de travail d'Amérique du Nord et d'Amérique centrale sur les migrations est un forum non gouvernemental composé d'universitaires, de dirigeants de la société civile et du monde des affaires, et d'anciens décideurs politiques en dialogue avec des responsables gouvernementaux actuels. Il a été créé pour faciliter un dialogue sur les solutions à grande échelle entre les pays impliqués dans la crise des migrations et des déplacements forcés dans la région. Initié par le Conseil mondial des réfugiés et la migration avec le Center for U.S.-Mexican Studies, El Colegio de México, le Migration Policy Institute et l'Inter-American Dialogue, le groupe de travail émettra des recommandations concrètes pour une action collective et régionale basée sur des recherches probantes afin de promouvoir le partage des responsabilités à travers l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale. Pour en savoir plus : wrmcouncil.org/TaskForce

Co-présidents du groupe de travail

Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'Etat américaine ; Présidente honoraire du Conseil mondial des réfugiés et la migration (*In memoriam*)

Honorable Lloyd Axworthy, président du Conseil mondial pour les réfugiés et les migrations, ancien ministre des Affaires étrangères du Canada

Lic. Mayu Brizuela de Avila, ancien ministre des Affaires étrangères, El Salvador

Dr. Julieta Castellanos, ancienne rectrice, Université nationale autonome du Honduras

P. Leonir Chiarello, Supérieur Général, Congrégation des Missionnaires de Saint Charles (Scalabriniens)

La présidente Laura Chinchilla, ancienne présidente du Costa Rica

Dr. Silvia Giorguli Saucedo, Présidente, El Colegio de México

Cardinal Álvaro Ramazzini, évêque de Huehuetenango, Guatemala

Membres du groupe de travail

Pedro Barquero, Secrétaire au développement économique, Honduras

Jennifer Bond, fondatrice et directrice générale du Centre de ressources pour les réfugiés de l'Université d'Ottawa; présidente de l'Initiative mondiale de parrainage de réfugiés.

Allert Brown-Gort, professeur invité de relations internationales, Autonomous Tech. autonome du Mexique

Noah Bullock, directeur exécutif, Cristosal

Père Juan Luis Carbajal Tejeda, Secrétaire exécutif, Pastoral de Movilidad Humana

José Miguel Cruz, directeur de recherche, Florida International University, Kimberly Green Latin American and Caribbean Center

Karla Cueva, ancienne ministre des droits de l'homme, Honduras

Diego de Sola, cofondateur et membre du conseil d'administration, Glasswing

Katharine Donato, Directrice, Institut pour l'étude des migrations internationales, Université de Georgetown

Jonathan Fanton, Conseiller spécial, Conseil mondial des réfugiés et des migrations

Fay Faraday, avocate canadienne spécialiste de la justice sociale

Rafael Fernández de Castro, Directeur, Centre d'études américano-mexicaines

Elizabeth Ferris, professeur à l'université de Georgetown et vice-présidente de la recherche du Conseil mondial des réfugiés et des migrations.

Jayne Fleming, directrice des programmes internationaux de protection des réfugiés, Reed Smith LLP, et directrice internationale, Lamp Lifeboat Ladder

Fen Osler Hampson, Président, Conseil mondial des réfugiés et des migrations

Gina Kawas, boursière du Centre Vidanta-Wilson

Doris Meissner, Senior Fellow et directrice du programme de politique d'immigration des États-Unis, Migration Policy Institute

Helena Olea, directrice associée des programmes, Alianza Americas

Salvador Paiz, directeur, Fondation pour le développement du Guatemala (FUNDESA)

Patricia Perez-Coutts, présidente du conseil d'administration, Cuso International

Guillermo E. Rishchynski, ancien ambassadeur du Canada et membre du conseil d'administration du Conseil canadien pour les Amériques

Allan Rock, président émérite et professeur de droit, Université d'Ottawa ; ancien ambassadeur du Canada aux Nations Unies.

Emilio Romano, PDG, Bank of America Mexico

Ana Mercedes Saiz, directrice exécutive, Sin Fronteras

Andrew Selee, Président, Migration Policy Institute

Michael Shifter, Président, Inter-American Dialogue

Eduardo Stein Barillas, ancien vice-président du Guatemala et ministre des Affaires étrangères

Brian Stevenson, président et directeur général, Partenariats universitaires Amérique du Nord, Navitas

Irma A. Velásquez Nimatuj, professeur invité, Stanford Univ.

Beatriz Zepeda, professeur et chercheuse, Centro de Estudios Internacionales, El Colegio de México et ancienne directrice de FLACSO-Guatemala

Vue d'ensemble

Le Groupe de travail sur la migration en Amérique du Nord et centrale est un forum non gouvernemental composé d'universitaires, de dirigeants de la société civile et du monde des affaires, ainsi que d'anciens décideurs politiques, créé pour faciliter un large dialogue entre les pays impliqués dans la crise de la migration et du déplacement forcé dans la région, avec un accent particulier sur les trois pays du nord de l'Amérique centrale : El Salvador, Guatemala et Honduras. Initié par le Conseil mondial des réfugiés et la migration avec le Center for U.S.-Mexican Studies, El Colegio de México, le Migration Policy Institute et l'Inter-American Dialogue, et soutenu par le gouvernement du Canada, le groupe de travail s'est réuni tous les mois depuis mai 2021 pour élaborer des recommandations concrètes en vue d'une action collective et régionale visant à répondre aux besoins immédiats des migrants et aux problèmes de sécurité économique et de gouvernance à plus long terme qui poussent les migrants et les demandeurs d'asile à entreprendre des voyages souvent périlleux vers l'Amérique du Nord.

Ce processus a été intensif et consultatif. Le groupe de travail a consulté des experts universitaires, des représentants de la société civile et du secteur privé, des responsables gouvernementaux et des représentants des Nations Unies pour élaborer ses recommandations. De plus petits groupes de travail se sont attaqués à des questions spécifiques—de la protection humanitaire dans la région au développement de voies de migration alternatives. Cinq rapports intermédiaires ont été publiés, qui fournissent à la fois une analyse et des suggestions d'actions. Des recherches ont été commandées et 12 documents de recherche ont été publiés.

Les recommandations de haut niveau du groupe de travail sont les suivantes :

- Une approche globale, stratégique et régionale est nécessaire pour traiter la migration en provenance du nord de l'Amérique centrale. Aucun pays ne peut à lui seul faire face aux complexités de cette migration. Les gouvernements d'Amérique centrale, ainsi que la société civile et le secteur privé, doivent intensifier leurs efforts pour s'attaquer aux facteurs politiques et économiques systémiques qui ont conduit des millions de Centraméricains à quitter leur pays.

- Les gouvernements du nord de l'Amérique centrale doivent s'attaquer aux moteurs politiques, économiques et institutionnels de la migration.

Il n'y a pas de solution miracle pour s'attaquer aux moteurs de la migration ; des changements politiques, institutionnels et économiques fondamentaux sont nécessaires. Si les investissements étrangers dans les économies d'Amérique centrale sont nécessaires, les problèmes systémiques de volonté politique et de corruption doivent être abordés pour réduire le risque politique. Le respect des droits de l'homme et de l'État de droit est nécessaire pour assurer la sécurité humaine et l'éducation, et les soins de santé et les infrastructures sociales doivent être renforcés. Cela demandera du temps et du courage politique. Si les gouvernements des pays d'origine des migrants doivent faire preuve d'une volonté de changement, les autres gouvernements de la région doivent s'engager pour soutenir ces efforts.

- Les États-Unis, le Canada et le Mexique doivent multiplier les voies légales de migration des Centraméricains—tant par la migration de travail que par les voies de protection. Les Centraméricains migrent par des moyens irréguliers parce qu'il n'y a tout simplement pas assez de voies légales pour migrer.

- Tous les acteurs régionaux—des gouvernements d'Amérique centrale aux donateurs, en passant par les ONG internationales et les institutions financières—doivent trouver des moyens de soutenir l'engagement actif de la société civile dans la lutte contre les moteurs de la migration, le soutien aux migrants et aux rapatriés, et le plaidoyer en faveur des changements politiques nécessaires. Les acteurs de la société civile jouent un rôle humanitaire courageux dans la région, mais ils sont menacés et manquent de ressources.

Le groupe de travail a élaboré 70 recommandations avec plus de 80 pages d'informations de base dans des rapports intermédiaires sur des aspects spécifiques de la migration en Amérique centrale. Dans ce rapport de synthèse, nous mettons en évidence quelques recommandations dans chacun des six domaines d'intervention, y compris les recommandations qui peuvent être mises en œuvre dans les prochains mois ainsi que celles qui donneront des résultats à plus long terme, mais qui doivent être lancées dès maintenant. Nous comprenons que les dirigeants politiques ont besoin d'être perçus comme prenant des mesures immédiates. Bien qu'il puisse être politiquement opportun de reporter les actions dont les effets seront probablement visibles dans plusieurs années, si des mesures ne sont pas prises pour s'attaquer aux moteurs à long terme de la migration, les pressions continueront de croître.

Nous pensons que tous les gouvernements de la région ont la responsabilité de prendre des mesures qui réduiront les pressions exercées sur les Centraméricains pour qu'ils quittent leur pays et de soutenir ceux qui émigrent. Plus important encore, nous pensons que ces actions doivent être prises de concert et par les pays de la région travaillant ensemble.

Les sections suivantes présentent les principales recommandations pour chacun des six domaines d'intérêt du groupe de travail :

- Développer une approche régionale globale et stratégique de la migration en Amérique centrale
- Protéger les femmes, les enfants, les populations autochtones et les personnes déplacées dans le nord de l'Amérique centrale
- Développer des voies de migration alternatives
- S'attaquer aux moteurs politico-institutionnels de la migration
- S'attaquer aux facteurs économiques et environnementaux de la migration dans le nord de l'Amérique centrale
- Changer le récit et soutenir l'intégration

Les recommandations clés de chacune de ces sections ont été élaborées sur la base d'une série de documents de recherche correspondants commandés par le groupe de travail, ainsi que de rapports intérimaires détaillés contenant des recommandations supplémentaires. Tous les documents sont disponibles, en anglais et/ou español, sur le site Web du groupe de travail sur la migration en Amérique du Nord et centrale à l'adresse wrmcouncil.org/TaskForce.

S'attaquer aux moteurs de la migration, protéger les personnes dans la région et faire respecter les droits des migrants à toutes les étapes de leur voyage ne sont pas des tâches pour les timorés ! Il faut de la volonté politique, des ressources économiques et une pensée créative. Mais la Task Force est convaincue que le capital humain, politique et financier existe dans la région pour relever ces défis. C'est maintenant qu'il faut commencer.

Vic Hinterlang/Shutterstock

Développer une approche régionale globale et stratégique de la migration en Amérique centrale

Du Canada au Panama, les vagues de tentatives unilatérales et bilatérales pour faire face à l'augmentation de la migration en Amérique centrale ont été caractérisées par leur nature réactive, leur portée limitée et leur focalisation étroite sur la réduction de la migration irrégulière. Les réponses politiques donnant la priorité au contrôle et à l'application de la loi ont peut-être temporairement contrecarré les pics de migration—principalement vers les États-Unis et plus récemment aussi vers le Mexique—mais elles n'ont pas adopté une approche stratégique régionale proactive de la gestion de la migration et n'ont pas réussi à s'attaquer aux causes profondes de la migration. De nombreuses organisations régionales se sont impliquées, à des degrés divers au fil des ans, dans la migration—de l'Organisation des États américains au Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), du processus de Puebla au Cadre régional global de protection et de solutions pour l'Amérique centrale (MIRPS). Ils devraient tous chercher des moyens d'intégrer les questions de migration dans leurs travaux—y compris ceux axés sur l'environnement, la sécurité et la

Lisez le rapport:

Regional Cooperation and Co-Responsibility: Interim Report and Recommendations

coopération au développement—mais une plus grande cohérence est nécessaire. Pas plus tard que le 2 décembre 2021, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a lancé un appel passionné en faveur d'"un mécanisme régional qui aiderait à intensifier, coordonner et créer des synergies entre les différents programmes, politiques et initiatives traitant de l'ampleur et de la complexité sans précédent des mouvements de population au Mexique et en Amérique centrale" (HCR 2021). Il a tout à fait raison.

- **Recommandation clé 1 :** Nous recommandons la création d'un Conseil nord et centraméricain sur la migration, sur le modèle du Conseil de l'Arctique, qui servirait de forum pour les discussions stratégiques concernant la migration en Amérique centrale et coordonnerait les actions concrètes. Le Conseil devrait avoir une présidence tournante et inclure des représentants des communautés de migrants, des organisations de la société civile, des universitaires et du secteur privé en tant que participants à part entière. Des détails sur le fonctionnement d'un tel Conseil sont fournis ici.

Union européenne, 2020 (C. Palma)

Protéger les femmes, les enfants, les populations autochtones et les personnes déplacées dans le nord de l'Amérique centrale

Les besoins de protection dans le nord de l'Amérique centrale sont urgents, en particulier pour les femmes, les enfants et les membres des groupes indigènes et autres groupes marginalisés. Les droits humains fondamentaux sont violés à grande échelle. Nous suggérons une approche à plusieurs niveaux pour assurer la protection dans la région—en travaillant pour accroître la protection des personnes dans leurs propres communautés, lorsqu'elles sont déplacées dans leur pays, lorsqu'elles transitent par d'autres pays et lorsqu'elles cherchent une protection dans les pays voisins. Protéger les personnes dans la région est une façon de répondre aux besoins humanitaires et de faire respecter les droits de l'homme. Cela permet également de s'attaquer à au moins une des causes qui contraignent les familles à prendre la terrible décision d'abandonner leur foyer comme seul moyen de trouver la

Lisez le rapport :

Humanitarian Protection in the Region: A State of Emergency

sécurité. Une approche à plusieurs niveaux signifie également travailler à différents niveaux : soutenir les initiatives de base et les organisations dirigées par des réfugiés au niveau local, faire pression pour un changement significatif des politiques des gouvernements nationaux et renforcer les initiatives régionales plus larges pour partager la responsabilité de ceux qui se déplacent en quête de sécurité.

- **Recommandation clé 2 :** Nous suggérons que les organisations et réseaux de femmes du Mexique et d'Amérique centrale prennent l'initiative d'organiser une réunion du réseau régional au cours de l'année prochaine en vue de développer un consortium d'organisations qui prendra la tête de l'identification et de la mise en œuvre d'actions prioritaires pour protéger les femmes et les enfants dans la région. Nous demandons aux organisations internationales telles que Vital Voices et la Fondation panaméricaine de développement ainsi qu'aux gouvernements donateurs de soutenir le développement d'un tel consortium.

- **Recommandation clé 3 :** Reconnaissant la valeur potentielle d'un système régional de protection de l'enfance, nous demandons à l'UNICEF, ainsi qu'aux ONG centrées sur l'enfant et au réseau Safe Spaces du HCR, de convoquer une réunion avec les parties prenantes de la région afin d'examiner les mécanismes gouvernementaux et communautaires permettant de faire respecter les droits des enfants, y compris ceux qui risquent d'être déplacés ainsi que les enfants migrants et déplacés.

- **Recommandation clé 4 :** Nous appelons les gouvernements nationaux, les donateurs et les acteurs régionaux à fournir un soutien financier et politique adéquat pour l'asile, à soutenir les innovations pour les demandeurs d'asile et les réfugiés, comme le programme de relocalisation interne au Mexique, et à adopter et mettre en œuvre des politiques sur le déplacement interne. Ces politiques devraient être fondées sur des normes internationales.

David Peinado Romero/Shutterstock

Développer des voies de migration alternatives

Les programmes existants pour la migration temporaire de la main-d'œuvre ont été principalement développés il y a des décennies dans un contexte très différent et ne prennent pas en considération les conditions actuelles en Amérique centrale et les besoins en main-d'œuvre en Amérique du Nord. Ces programmes doivent être révisés et étendus pour refléter les besoins actuels en Amérique centrale et en Amérique du Nord. Alors que les systèmes régionaux de migration de main-d'œuvre sont dépassés, le système de protection des réfugiés d'Amérique centrale est brisé : ils ne sont pas protégés dans leur pays d'origine, en transit au Mexique ou à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

Lisez le rapport :

Reducing Irregular Migration from Central America Through Alternative Regular Migration Pathways

- **Recommandation clé 5 :** Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique devraient utiliser les accords bilatéraux et multilatéraux pour augmenter les voies de migration de main-d'œuvre en provenance d'Amérique centrale d'au moins 50 000 personnes au cours des deux prochaines années, un chiffre compatible avec les besoins démographiques et de main-d'œuvre. En outre, ces trois gouvernements devraient coordonner leurs politiques de migration de main-d'œuvre afin de s'assurer qu'elles se complètent.

- **Recommandation clé 6 :** Les États-Unis et le Canada devraient étendre toutes les voies de protection disponibles pour les Centraméricains, y compris les voies de réfugiés, la protection complémentaire, la libération conditionnelle et d'autres formes de protection temporaire. Cette expansion, qui devrait être fondée sur un examen des mécanismes disponibles et des critères d'admissibilité et qui devrait être effectuée au cours du premier semestre de 2022, devrait combler les lacunes en matière de protection et envisager des moyens d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Avec le gouvernement mexicain, ils devraient rechercher des possibilités de collaboration pour accroître la disponibilité et l'efficacité des voies de protection.

rokosvisualvibes/Shutterstock

S'attaquer aux moteurs politico-institutionnels de la migration

Si nous reconnaissons que la plupart des migrants d'Amérique centrale invoquent des raisons économiques pour quitter leur pays, nous pensons également que tant que les moteurs politiques ne seront pas abordés, il sera difficile de s'attaquer aux causes économiques. Le simple fait de fournir davantage d'aide économique ne mettra pas fin à la migration. Il est impossible de contourner les questions épineuses des moteurs politiques de la migration : mauvais état de droit, corruption, manque de responsabilité, accès à la justice pour les victimes et violence criminelle et domestique. Malheureusement, il n'y a pas non plus de solution miracle. La corruption et le crime organisé ont été une présence constante dans le nord de l'Amérique centrale au cours des deux dernières décennies ; si on ne les aborde pas de front, la migration irrégulière se poursuivra. La violation généralisée des droits des Centraméricains et les menaces persistantes des gangs criminels envers les citoyens doivent être surmontées. Les États-Unis et le Canada doivent également changer leur attitude de laissez-faire envers leurs entreprises privées qui ont contribué à la pauvreté et aux inégalités en Amérique centrale, en particulier les industries extractives qui pillent l'environnement, affaiblissent les

Lisez le rapport :

Institutional and Political Drivers of Migration in Central America

communautés et privent les populations locales de leurs moyens de subsistance.

Si l'on veut s'attaquer aux causes profondes de la migration en Amérique centrale, il faut prendre dès maintenant des mesures qui ne porteront probablement leurs fruits que dans plusieurs années. Bien que les problèmes soient difficiles à aborder, nous pensons qu'un cadre régional global solide—tel que celui décrit dans notre rapport sur la coresponsabilité régionale—fournira l'espace politique nécessaire pour traiter certaines de ces questions.

- **Recommandation clé 7 :** Nous soutenons et exhortons les donateurs à soutenir les initiatives de la société civile et les universitaires qui luttent contre la corruption et identifient les goulets d'étranglement dans leur système judiciaire, et à fournir une protection à ces défenseurs des droits de l'homme qui dénoncent la corruption de leur gouvernement. Nous soutenons également les organismes régionaux, tels que le Centro contra la Corrupción y la Impunidad en el Norte de Centroamérica (CCINOC), récemment constitué, qui s'attaquent à la corruption et recherchent des moyens de leur donner de véritables "dents" pour réaliser des changements. Nous demandons instamment que des mesures soient prises dès maintenant pour établir un tribunal international de lutte contre la corruption et que les gouvernements en mesure d'imposer des sanctions aux individus et aux gouvernements corrompus de toute la région, ainsi que d'envisager la confiscation et la réaffectation de leurs avoirs gelés pour répondre aux besoins des citoyens dans leur pays d'origine. Les institutions financières internationales devraient cesser de financer les gouvernements corrompus. Les efforts et les institutions existants devraient être renforcés et soutenus par des ressources suffisantes.

- **Recommandation clé n°8 :** Nous exhortons les gouvernements du nord de l'Amérique centrale, avec le soutien d'autres acteurs régionaux, à mettre en œuvre des politiques audacieuses pour professionnaliser et éradiquer la corruption au sein des forces de sécurité et à donner la priorité aux réformes de leurs systèmes pénitentiaires.

Union européenne, 2020, D. Membreño

S'attaquer aux moteurs économiques et environnementaux de la migration dans le nord de l'Amérique centrale

La plupart des migrants d'Amérique centrale citent les conditions économiques comme raison de leur décision de quitter leur pays. Pour certains, c'est la seule raison : ils migrent parce qu'ils ne peuvent plus survivre là où ils sont. Des facteurs structurels, tels que la concurrence accrue résultant des accords de libre-échange, contribuent aux difficultés économiques. Pour certains qui se tournent vers la migration, la perte de leurs moyens de subsistance est due à des pressions environnementales telles que la sécheresse, les ouragans ou les effets à long terme du changement climatique. Pour d'autres, leur décision de migrer est le résultat à la fois du désespoir économique et de l'insécurité personnelle due à la violence criminelle. Pour la quasi-totalité d'entre eux, la pauvreté et la perte d'espoir que les conditions s'améliorent sont des facteurs dans leur décision de partir. Tant que

Lisez le rapport :

Economic and Environmental Drivers of Central American Migration

cette réalité économique et ces perceptions ne changeront pas, les Centraméricains continueront à chercher des opportunités économiques dans d'autres pays. Le fait est que pour de nombreux Centraméricains, la migration est une stratégie éprouvée de réduction de la pauvreté.

L'un des facteurs clés associés à la migration est que les migrants envoient de l'argent dans leur pays. La contribution des transferts de fonds à l'économie de la région est considérable puisqu'elle représente près d'un cinquième du PIB des pays d'Amérique centrale du Nord. Ces flux constituent la plus grande source de devises étrangères dans la région et génèrent un revenu disponible pour au moins 4 millions de ménages (dans une région qui en compte 14 millions). Dans l'ensemble, recevoir des transferts de fonds est devenu une source économique de survie et, du moins pour certains, de prospérité.

- **Recommandation clé 9 :** Nous recommandons d'organiser une conférence internationale avec des universitaires, des décideurs, des groupes de la société civile et des représentants des institutions financières internationales afin d'envisager des mesures pour lancer une nouvelle initiative ambitieuse qui s'attaque aux inégalités structurelles et aux forces qui contraignent les gens à migrer. Plus précisément, nous demandons aux membres de ce groupe de travail, ainsi qu'à d'autres initiatives, de collaborer à la planification de cette conférence internationale en 2022. Cette conférence pourrait servir à identifier les éléments d'une stratégie globale de revitalisation économique de la région et à lancer des activités qui auront un impact immédiat sur la vie des Centraméricains.

- **Recommandation clé 10 :** Nous recommandons aux gouvernements et aux autres parties prenantes de réduire les obstacles à la formalisation des entreprises informelles, en particulier pour les micro-entreprises ou les entreprises informelles dirigées par des femmes et des jeunes. Il faut réduire les formalités administratives pour formaliser les entreprises et créer des mécanismes pour faciliter la transition. Nous exhortons en outre les gouvernements et les autres parties prenantes de la région à prendre des mesures pour encourager les migrants à formaliser l'épargne de leurs transferts de fonds, notamment par le biais de campagnes de marketing public et de l'encouragement de ces mécanismes d'épargne par les coopératives et les banques.

- **Recommandation clé 11 :** Nous demandons instamment aux gouvernements de se préparer à aider les migrants environnementaux dans les scénarios à déclenchement lent ou soudain, y compris par le développement de systèmes de micro-assurance. Dans leur planification pour le changement environnemental et climatique, nous exhortons les gouvernements et autres parties prenantes à reconnaître que la migration peut faire partie de la solution.

Jana Shea/Shutterstock

Changer la narration et soutenir l'intégration

Les récits—les histoires—qui circulent sur les migrants reflètent les attitudes du public, tout en façonnant les politiques et en affectant la capacité des migrants à s'intégrer dans leur pays de destination. Ces récits sont diffusés par les personnes qui entrent en contact avec les migrants, et par les dirigeants politiques qui soutiennent des politiques spécifiques. Les messages descendants d'élite sur la migration se heurtent souvent aux opinions sur le terrain. Les récits positifs et négatifs sur les migrants ont tendance à utiliser des cadres moraux. Les récits positifs sur la migration ont tendance à évoquer la fierté nationale, tandis que les récits de menace les plus dominants sont motivés par l'insécurité. Comme l'a conclu une étude récente, " [l]es impressions de perte de contrôle sur la migration peuvent exacerber les récits de menace existants, et dans de nombreux cas, les élever " (Banulescu-Bogdan et al 2021). Peut-être plus que le nombre croissant de migrants, la question de la perte de contrôle—de l'incapacité à gérer les frontières—conduit à des pressions politiques visant à renforcer l'application de la loi aux frontières. Une approche stratégique régionale globale de la migration en Amérique centrale pourrait alléger certaines de ces pressions politiques bien réelles.

Une autre dimension de la migration qui ne reçoit pas suffisamment d'attention concerne les personnes qui retournent dans leur pays d'origine, que ce soit volontairement ou suite à une expulsion forcée. Entre 2015 et 2019, 1 051 272 Centraméricains sont retournés—ou ont été retournés—dans leur pays d'origine,

et la plupart d'entre eux n'ont reçu aucune aide à la réintégration. Par exemple, en 2019, 72,5 % des Honduriens renvoyés n'ont reçu aucune aide à la réintégration (OIM 2021). Les rapatriés qui ne sont pas en mesure de se réintégrer dans leur communauté peuvent être plus susceptibles de migrer à nouveau. En effet, les enquêtes de l'OIM sur les rapatriés guatémaltèques ont révélé que 2 rapatriés sur 5 prévoyaient de migrer à nouveau au cours des 12 mois suivants ; au Salvador, ce chiffre est de 1 sur 4 (OIM, 2021a, 7 ; OIM 2021b). Le Mexique doit également relever le défi de soutenir la réintégration de ses ressortissants de retour.

- **Recommandation clé 12 :** Nous exhortons toutes les parties prenantes—gouvernements, société civile, secteur privé, organisations régionales et internationales—à développer une compréhension commune qui puisse être partagée avec les citoyens de chaque pays sur les façons dont les pays de la région travaillent ensemble pour gérer la migration. Il s'agit non seulement de s'assurer que leurs récits sur les migrants d'Amérique centrale ne contribuent pas aux stéréotypes négatifs, mais aussi de souligner de manière affirmative pourquoi la coopération est dans l'intérêt national et conforme aux valeurs nationales de chaque pays.

Vic Hinterlang/Shutterstock

Références

Conseil américain de l'immigration. 2021. *Fiche d'information : Augmentation des rencontres à la frontière en 2021 : An Overview.* https://www.americanimmigrationcouncil.org/rising-border-encounters-in-2021

Babich, Erin et Jeanne Batalova. 2021. *Les immigrants d'Amérique centrale aux États-Unis.* Migration Policy Institute. https://www.migrationpolicy.org/article/central-american-immigrants-united-states

Banulescu-Bogdan, Haim Malka et Shelly Culbertson. 2021. *Comment nous parlons de la migration : Le lien entre les récits de migration, les politiques et le pouvoir.* Migration Policy Institute, avec Metropolitan Forum, National Immigration Forum, et Rand Corporation. https://www.migrationpolicy.org/research/migration-narratives-policy-power

Bautista Leon, Andrea ; Maria Adela Angoa Perez et Silvia Elena Giorguli Saucedo. 2021. *Integración Desigual en México : Brechas y Retos para la Integración de Inmigrantes Centroamericanos en los Inicios del Siglo XXI.* Document publié par le Conseil mondial des réfugiés et des migrations. https://wrmcouncil.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2022/01/Task-Force-Research-Paper-Colegio-de-Mexico-integracion-desigual-Mexico-ES.pdf

Gramlich, John et Alissa Scheller. 2021. *Ce qui se passe à la frontière américano-mexicaine en sept graphiques.* Pew Research Center (9 novembre)

Organización Internacional para las Migraciones. 2021. *Reintegración y Retorno Forzado en el Norte de Centro América.* Document publié par le Conseil Mondial des Réfugiés et des Migrations. https://wrmcouncil.org/wp-content/uploads/dlm_uploads/2022/01/Task-Force-Research-Paper-OIM-reintegracion-retornados-ES.pdf

Organización Internacional para las Migraciones. 2021a *Encuesta de la Población Migrante Retornada a Guatemala en el Marco de COVID-19 (12 agosto-8 septiembre 2020.)* https://dtm.iom.int/reports/encuesta-de-poblaci%C3%B3n-migrante-retornada-en-guatemala-en-el-marco-del-covid-19-12-agosto-8

Organización Internacional para las Migraciones. 2021b. *Encuesta de a población migrante retornada en El Salvador en el marco del COVID-19.* https://kmhub.iom.int/es/encuesta-de-poblacion-migrante-retornada-en-el-salvador-en-el-marco-del-covid-19

Ruiz Soto, Ariel et al. 2021. *Tracer un nouveau cours d'action régional : Les motivations et les coûts complexes de la migration en Amérique centrale. Résumé exécutif.* Migration Policy Institute, Programme alimentaire mondial, Civic Design Data Lab, BID, OEA. https://www.migrationpolicy.org/sites/default/files/mpi-wfp-mit_migration-motivations-costs_exec-sum-eng_final.pdf

HCR. 2021. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés demande un mécanisme régional pour faire face aux déplacements sans précédent au Mexique et en Amérique centrale. Communiqué de presse, 2 décembre. https://www.unhcr.org/news/press/2021/12/61a8a6de4/un-high-commissioner-refugees-calls-regional-mechanism-deal-unprecedent.html

ÉTATS-UNIS. Conseil national de sécurité. 2021. *Stratégie américaine pour s'attaquer aux causes profondes de la migration en Amérique centrale.* Juillet. https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/07/Root-Causes-Strategy.pdf

.

Vic Hinterlang/Shutterstock

Remerciements

Cette publication du Groupe de travail sur la migration en Amérique du Nord et en Amérique centrale est publiée par le World Refugee & Migration Council (WRMC) grâce à un partenariat avec le Center for U.S.-Mexican Studies, El Colegio de México, le Migration Policy Institute et l'Inter-American Dialogue. Il a été rédigé par Elizabeth Ferris, vice-présidente de la recherche du WRMC et rapporteur du groupe de travail, sur la base de recherches indépendantes et des délibérations et contributions des coprésidents et membres du groupe de travail.

Les recherches du Groupe de travail sur les migrations en Amérique du Nord et en Amérique centrale ont bénéficié du soutien financier d'Affaires mondiales Canada et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Photo de couverture : © Photo Beto / iStock

Copyright © 2022 par le Conseil mondial des réfugiés et la migration

Les publications du Conseil mondial des réfugiés et la migration ne reflètent pas nécessairement les opinions du Conseil lui-même.

Ce travail est sous licence Creative Commons Attribution—Non commercial—Pas de licence dérivée. Pour consulter cette licence, visitez le site Creative Commons. En cas de réutilisation ou de distribution, veuillez inclure cet avis de droit d'auteur.

Le Conseil mondial des réfugiés et la migration est soutenu par un partenariat avec Cuso International.

Conseil mondial des réfugiés et des migrations

conseil de lutte contre le cancer.org

Twitter.com/wrmcouncil
Facebook.com/wrmcouncil
info@wrmcouncil.org

WORLD REFUGEE & MIGRATION COUNCIL